



Les femmes dans l'espace public

July Robert

Juin 2026

14.117 signes

« La ville est historiquement construite par les hommes et pour les hommes » ... Ce n'est pas nous qui le disons, mais Apolline Vranken, architecte féministe et créatrice de l'association « L'architecture qui dégenre ». Et si, lorsqu'on parle d'espace public, on pense en premier lieu aux rues, parcs et autres places, nous faisons le choix subjectif et tout personnel d'y inclure les cours d'école qui constituent un des premiers lieux de sociabilité et donc d'occupation genrée de l'espace.

Quelle place pour les femmes¹, les personnes sexisées² et minorisées dans ces lieux ? Pourquoi les terrains de foot, majoritairement occupés par les garçons, occupent-ils systématiquement le centre de la cour de récréation ? Comment se déplacer avec une poussette dans une ville qui n'est pas pensée pour les mères ? Vais-je me sentir en sécurité sur mon trajet ? Toutes ces questions ne trouveront peut-être de réponse au travers de cette analyse, mais nous allons tenter de poser quelques constats pour faire avancer la réflexion.

À l'école...

Notre première observation relève du symbole, mais nul n'ignore que les symboles comptent puisque ce sont eux qui construisent nos imaginaires collectifs. Et donc ... combien de rues portent le nom d'une femme en Belgique ? Si les chiffres varient selon les études et les villes, il apparaît qu'en Région de Bruxelles-Capitale, 4,2 % des rues portent un nom féminin alors

¹ Nous utilisons le terme « femme » à divers endroits dans ce texte lorsque les textes et les études sur lesquels nous fondons nos propos ne prennent pas la diversité de genre en considération. Le terme renvoie alors aux personnes qui se définissent comme telles.

² Désigne toutes les personnes victimes et concernée par le sexisme, à savoir les femmes et les personnes s'identifiant comme femmes, les personnes non-binaires et de genre fluide, les personnes transgenres et les membres de la communauté LGBTQIA+.

que la moitié portent le nom d'une personnalité³. Et si vous pensez que cela a peu à voir avec notre question, détrompez-vous. Car c'est en féminisant les espaces et les bâtiments publics que les femmes peuvent aussi trouver leur place en tant que personnes dans la ville. Si une petite fille va à l'école Léonie Fontaine, cela aura un autre impact sur sa perception d'elle-même, et sur son imaginaire que si, tous les jours, elle se rend à l'athénée Charles Janssens. Oui, comme personne sexisée, on se sent davantage exister si l'on est représentée.

Et tant que nous sommes à l'école, évoquons cet espace central qu'est la cour de récréation. Dans son ouvrage *Faire je(u) égal – Penser les espaces à l'école pour inclure tous les enfants*, Édith Maruéjols⁴ parle de son travail de géographe du genre, relate ses pistes de réflexion et ses expériences au sein des espaces scolaires. Durant des années, elle a arpenté les écoles et mené des ateliers avec les enfants qui l'ont menée à dresser des recommandations pour décroiser les usages que font les enfants de leurs espaces communs. Elle a pu constater que l'arrangement des sexes fait société et que la mixité revendiquée des écoles aujourd'hui n'implique pas l'égalité. L'évidence du mélange des enfants dans une cour de récréation ne garantit pas l'égalité, au sens de l'égal traitement. Ce qu'observe la géographe, c'est que les filles n'ont pas une égale valeur dans le jeu ni une égale liberté à l'espace du dehors. Mais au-delà de ça, elle constate et dénonce les attendus sociétaux sur les corps, la hiérarchisation qui légitime les garçons, puis les hommes, dans une valeur supérieure à celle des filles, puis des femmes. Édith Maruéjols a pu voir que si toutes les enfants sont dans la cour, les filles y restent à la marge, tandis que les garçons y occupent les espaces centraux, et qu'ils sont soutenus en cette occupation notamment par le fait que les activités calmes sont qualifiées de « petits jeux », et que peu de filles prennent part aux jeux collectifs. Alors qu'elles ont visiblement le droit d'y participer, qu'elles en ont envie, elles s'en sentent empêchées en raison d'un système de genre bien installé dans la conception même des espaces.

Ce qu'elle préconise, en tant que géographe, c'est la création d'espaces où les corps peuvent se rencontrer, physiquement, et donc de la nécessité de rendre possible cette rencontre. Au travers de ses animations, elle propose aux enfants de dessiner leur cour de récréation. Chaque enfant est invité·e à dessiner l'espace cour ainsi que ses manières de s'y déplacer. Et le constat est stupéfiant. « Ce plan permet de prendre conscience du partage des espaces dans la cour. Au regard des dessins produits par les enfants, nous pouvons mesurer leur propre perception de la taille des espaces, la place symbolique que prend par exemple le terrain de foot. [...] Les mobilités de la grande majorité des filles sont contraintes. Il s'agit souvent de mobilités 'de bord', de périphéries, et utilitaires : aller aux toilettes, rejoindre le banc... Les filles apprennent très vite à ne pas se centrer, à ne pas déranger (dégenrer). L'analyse de l'espace public par les femmes aboutirait certainement aux mêmes conclusions. [...] Les enseignements sont nombreux dans l'analyse des dessins, mais le plus flagrant est l'absence de mixité filles-garçons »⁵. La conclusion de la géographe est sans appel : les garçons occupent les espaces centraux, y font groupe, ce qui leur permet d'avoir des mobilités en étoile depuis cette place centrale. En revanche, lorsqu'on part du bord, comme les filles, on ne passe jamais au centre et on reste aux marges de l'espace. Les petites filles, ainsi, mésapprennent à prendre place.

³ La Libre Belgique, 8 mars 2021.

⁴ Édith Maruéjols, *Faire je(u) égal – Penser les espaces à l'école pour inclure tous les enfants*, Joinville-le-Pont, Ed. Double Ponctuation.

⁵ *Ibid.*

... et à la ville

Ce constat que pose Édith Maruéjols dans l'occupation des espaces scolaires, la journaliste Lauren Bastide le fait aussi dans l'occupation de l'espace public. Dans son ouvrage «*Présentes*»⁶, elle cite notamment la militante Caroline de Haas qui avait soumis l'idée que « pour rendre la ville plus accueillante aux femmes il fallait, parmi d'autres propositions, élargir les trottoirs. C'était une question très judicieuse. Beaucoup d'études en géographie du genre le démontrent : les femmes sont plus chargées que les hommes. Elles assurent plus souvent le transport des enfants, des courses, elles poussent les poussettes, tirent des chariots à provision. La ville n'a pas été pensée pour elles. Elle a été conçue pour les voitures et pour les hommes pressés qui marchent seuls, leur petite sacoche à la main. [...] Quand elles marchent dans la rue, les femmes sont supposées être en train de rentrer chez elles [...] leur présence dans la sphère publique étant envisagée comme transitoire »⁷.

Elle évoque également une stratégie pensée par l'anthropologue urbaine et socio-ethnologue française Chris Blache. Forte du constat que ce sont toujours les femmes et les personnes minorisées qui changent leur trajectoire lorsqu'elles croisent le chemin d'un homme, elle suggère de ne plus s'écarter. Lauren Bastide raconte avoir fait le test, récoltant au passage quelques bleus à l'épaule, mais surtout une quantité de regards interloqués par cette femme qui ose ne pas dévier son chemin alors que très peu d'hommes sont enclins à faire un pas de côté. On y revient, donc, à ces mobilités contraintes, de bord, de périphérie. Ce qui se joue dans les espaces scolaires se joue dans nos rues, dans nos villes et nos espaces publics. Et c'est toujours la force, et le rapport de force qui est en jeu, celui-là même que l'on retrouve dès l'enfance à l'école, comme le mentionne Édith Maruéjols.

Mais donc, que fait-on ? La réponse à cette question passe par le *gender mainstreaming*, à savoir une « stratégie visant à renforcer la prise en considération des préoccupations et expériences conditionnées par le genre, dans la conception, la mise en œuvre, le monitoring et l'évaluation de politiques et de programmes dans toutes les sphères et dont l'objectif ultime est l'égalité de genre ». Dans une longue étude⁸ publiée en mars dernier, perspective.brussels analyse comment les inégalités de genre se reflètent dans la ville. L'approche des autorités au travers de leur travail d'analyse repose sur cinq fondamentaux, la ville juste, plurielle, revendiquée, capacitante et épanouissante dans l'objectif de repenser les espaces de manière inclusive et équitable.

Cette démarche exige une opérabilité fondée sur six leviers essentiels que sont les données et statistiques (pour poser un socle factuel robuste, documenter les inégalités et rendre visibles les angles morts), le renforcement des connaissances (pour intégrer les savoirs situés, développer des lectures genrées des territoires et nourrir les décisions publiques), la programmation territoriale (pour inscrire les principes d'égalité dans la conception, la localisation et l'articulation des fonctions urbaines), les outils et processus (pour adapter les instruments réglementaires, budgétaires et opérationnels au prisme du genre), la participation (pour garantir l'inclusion des voix minorisées dans la fabrique de la ville, au-delà de la simple consultation) et l'évaluation et le monitoring (pour assurer un suivi effectif, condition d'un changement structurel durable).

⁶ *Présentes*, Lauren Bastide, Allary Éditions, Paris, 2020.

⁷ *Ibid.*

⁸ Perspective.brussels, Vers une ville inclusive. Gender mainstreaming de la planification du territoire. Diagnostic des inégalités de genre en Région bruxelloise, mars 2026.

De la conception du mobilier urbain à l'accès au logement en passant par les choix de gouvernance urbaine ou encore la sécurité, cette vaste étude pose une multitude de constats dont il ressort une grande vérité : ceux qui ont pensé la ville appartiennent souvent à une seule et même catégorie, celle des hommes blancs cisgenres et valides. Il apparaît que ce sont les hiérarchies sociales, sexuelles et raciales qui structurent encore la capitale et que les personnes sexisées, en situation de handicap, les mères seules, les personnes grosses, sans chez elle, en situation de pauvreté sont largement exclues des espaces urbains. En définitive, il apparaît que la ville n'est jamais pensée de manière à tenir compte des besoins et des réalités de toutes.

Débusquer les angles morts

Les conclusions des 170 pages de ce document essentiel de perspective.brussels sont sans appel : l'intégration du genre dans la gouvernance et les politiques territoriales doit aller au-delà des seules mesures d'ajustement et correctrices. Il convient d'ouvrir des potentiels de transformations concrètes. Avant de mettre en avant le diagnostic des expert·es sollicité·es par ce bureau d'étude, nous ne pouvons nous empêcher de boucler la boucle en citant une nouvelle fois Apolline Vranken qui disait, en 2021 « Dans un futur idéal, les recommandations en matière de genre devraient rencontrer les besoins des femmes, des hommes et de toutes les personnes, mais aujourd'hui on parle encore des besoins spécifiques des femmes parce qu'on sait que les tâches ménagères, l'éducation des enfants et tout ce qui est lié au *care* sont des charges encore majoritairement portées par les femmes. Et on n'en tient pas du tout compte pour l'instant, car les hommes méconnaissent cette réalité et les difficultés sous-jacentes comme se retrouver en poussette dans les rues de Bruxelles. Un autre exemple, ce sont les discussions actuelles sur la mobilité douce. Quand on doit amener son enfant à la crèche, aller faire les courses puis aller au travail, ce n'est pas toujours simple à vélo. Même si les alternatives à la voiture se développent, pour l'instant ces mesures profitent en priorité aux hommes »⁹.

La place nous manquera ici pour nommer toutes les pistes d'action proposées, mais il nous paraît important de nommer les huit leviers à mobiliser que suggèrent les expert·es de perspective.brussels pour conclure cette analyse sur une note optimiste parce qu'empreinte de voies d'émancipation pour les femmes, les personnes sexisées, les personnes minorisées au sein de la ville :

- Au-delà de la ville normée : déconstruire les normes implicites qui structurent l'action publique, afin de rendre la ville plus hospitalière aux expériences minorées ou invisibilisées ;
- La production de connaissance comme levier de transformation : faire de la planification un levier actif de réduction des inégalités, en intégrant les rapports de pouvoir dans les processus de production de la ville ;
- La visibilité des personnes minorisées dans la ville et dans l'action publique : assurer la reconnaissance politique et sociale des personnes minorisées, en leur garantissant une visibilité légitime dans l'espace public, les récits urbains et les instances décisionnelles ;
- Ville de proximité et accessibilité réelle : mettre les services, les droits, soins et mobilités à portée des personnes les plus contraintes ;

⁹ Conseil des femmes francophones de Belgique, Une ville au féminin ? Interview d'Apolline Vranken, 31 mai 2021; Url : <https://www.cffb.be/une-ville-au-feminin-interview-dapolline-vranken/>. Date de consultation : 12 juin 2026.

- Le *care* et les tâches invisibilisées : reconnaître et intégrer les activités de soin, d'attention et de reproduction sociale comme des fonctions urbaines à part entière ;
- Société civile et participation au-delà de l'invitation : reconnaître et soutenir les associations et les habitant·es comme des actrices clés de l'égalité urbaine, à la fois expert·es, relais de terrain et force de proposition, dans une relation équilibrée avec les institutions ;
- Expérimenter, évaluer, documenter : faire de l'expérimentation un levier de transformation structurelle, en assumant le droit à l'essai, l'erreur et à la transmission ;
- Une gouvernance inclusive et pérenne : mettre en place une gouvernance territoriale coordonnée et outillée pour porter durablement les objectifs d'inclusion et d'égalité.

Et donc, maintenant, il n'y a plus qu'à !